

LE MENSUEL

AVRIL 2023 - N°26

ecofi Actifs pour le futur

COMME UN OURAGAN...

En 2023, les récits de marché s'enchaînent à une vitesse déconcertante. Après des statistiques d'activité meilleures qu'escompté aux Etats-Unis, tout indiquait une poursuite du resserrement monétaire. La faillite de trois banques américaines, puis les déboires du Credit Suisse, ont ensuite immiscé le doute concernant le scénario qui prévalait jusqu'alors, entraînant même une certaine myopie des marchés vis-à-vis du couple croissance/inflation. Le risque systémique a-t-il vraiment tout emporté ?

S'agissant tout d'abord de l'inflation, rien n'a véritablement changé. La désinflation se poursuit aux Etats-Unis, avec une inflation totale qui s'établit désormais à 6% sur un an en février (6,4% en janvier) et à 5,5% pour celle dite cœur (hors énergie et alimentation). La combinaison de mesures « alternatives » – qui se concentrent sur des substrats spécifiques du panier de biens et services – confirme ce phénomène sur différentes temporalités. Si les facteurs « gratuits » sont toujours à l'œuvre (apaisement des tensions logistiques, des prix du pétrole...), la bataille n'est pas gagnée pour autant, en raison notamment de la vigueur du marché du travail. Ainsi, nous prévoyons une inflation cœur comprise entre 3,5 et 4% d'ici fin 2023. En zone Euro, l'inflation totale ralentit également grâce aux effets de base favorables sur la composante énergétique (gaz, pétrole...), mais l'inflation cœur persiste. Cette dernière est passée de 5,2% sur un an en décembre 2022 à 5,7% en mars, et ne devrait probablement pas s'infléchir avant quelques mois, illustrant ainsi le décalage de phase entre l'Europe et les Etats-Unis. Les statistiques économiques livrées au cours du mois n'ont pas non plus révélé de changement brutal de tendance. L'économie américaine crée des emplois à un rythme soutenu, et le nombre d'offres d'emplois non pourvues se situe toujours à un niveau record.

Des signaux plus ou moins clairs d'essoufflement de l'activité sur le vieux continent s'amoncellent, à l'image des ventes au détail qui se sont à nouveau contractées en Allemagne et en France. Notre scénario de récession en zone Euro et d'une résilience aux Etats-Unis demeure inchangé. Toutefois, la faillite de la SVB et la fusion forcée du Credit Suisse avec UBS accroissent le risque macroéconomique. En

raison du stress bancaire, les banques pourraient durcir encore davantage les conditions de crédit aux ménages et aux entreprises. Notons à cet égard que le stress financier semble plus élevé aux Etats-Unis qu'en zone Euro, pour deux raisons principales: (i) un tissu bancaire maillé par de nombreuses banques régionales, et surtout (ii) une réglementation bancaire assouplie lors du mandat de Donald Trump. Les données récentes suggèrent néanmoins que la situation demeure relativement contenue, notamment concernant les craintes d'une fuite massive des déposants.

“ EN ZONE EURO, L'INFLATION TOTALE RALENTIT ÉGALEMENT GRÂCE AUX EFFETS DE BASE FAVORABLES SUR LA COMPOSANTE ÉNERGÉTIQUE, MAIS L'INFLATION CŒUR PERSISTE. ”

Le dilemme entre stabilité des prix et stabilité financière ne s'est finalement pas posé pour les banques centrales. La Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre et la Banque nationale suisse ont ainsi relevé leur taux directeur, tout en insérant davantage de conditionnalité. La divergence entre les marchés et les banques centrales s'est en revanche creusée. Ces premiers ont intégré de nombreuses baisses de taux à partir de mi-2023, puis de moins en moins à mesure de l'apaisement de la situation. Le scénario joué semble malgré tout celui d'un stress bancaire généralisé poussant les autorités monétaires à réajuster leur politique. Dans ce contexte, les rendements obligataires se sont nettement détendus : le taux à 10 ans américain est passé de 3,9% fin février à 3,5% fin mars, et son homologue allemand de 2,7% à 2,3%. Les actions de la zone Euro sont en hausse de 0,7% en mars, et n'ont subi qu'un désamour assez localisé, naturellement sur les financières (-9,0% sur le mois), mais aussi sur l'énergie (-5,5%).

Les données économiques qui sortiront prochainement n'intégreront que partiellement les effets potentiels du stress bancaire. Les indices quant à l'incidence réelle de ces événements sur l'économie mondiale mettront donc du temps à s'accumuler. D'ici là, les banques centrales continueront de se réunir et de donner le la, à moins qu'un nouveau récit de marché ne se mette en place...



Florent WABONT
Economiste

QUOI DE NEUF ?

ET DE 7 !

🏆 Ecofi a été désignée pour la 6ème fois consécutive, et pour la 7ème fois, Meilleure société de gestion française dans la catégorie « 26-40 fonds notés » aux EUROPEAN FUNDS TROPHY 2023. Ce qui place Ecofi parmi les toutes premières sociétés de gestion françaises de taille moyenne.

CHIFFRE DU MOIS

3%

C'est le niveau du taux de facilité de dépôt de la Banque centrale européenne

AGENDA

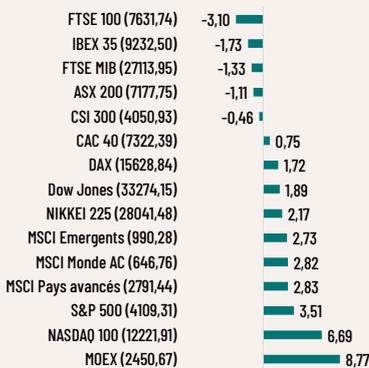
Avril

	ÉTATS-UNIS	ZONE EURO	CHINE	JAPON
RÉUNIONS ÉCONOMIQUES				
Banques centrales			20	28
INDICATEURS				
Inflation	12	19	11	21
Production industrielle	14	13	18	19
Indices PMI	21	21		21
Moral des ménages	14	20		
Moral des entreprises		27	06	21
Optimisme des PME	11			
Ventes au détail	14	11	18	28
Emploi	07		18	28
Réserves de change			07	
Solde commercial/courant	26	18	13	20
PIB	27	28	18	

GIBOULÉES DE MARS

Même pas mal !

Variation mensuelle des indices boursiers (devises locales en %)



Sources : Bloomberg, Ecofi

INDICES

Indice	△ mois
EuroStoxx	0,38% ↑
S&P 500 (\$)	3,62% ↑
Topix (Yen)	1,52% ↑

Valeurs de croissance (MSCI World Growth) \$	△ mois
6,93% ↑	
Valeurs "value" (MSCI World Value) \$	△ mois
-0,68% ↓	

SECTEURS PHARES

Secteur	Zone Euro	États-Unis (\$)	△ mois (en %)
Technologie	6,18 ↑	10,18 ↑	
Services aux collectivités	4,03 ↑	4,52 ↑	
Conso. non cyclique	3,36 ↑	3,87 ↑	
Conso cyclique	3,31 ↑	3,08 ↑	
Santé	3,22 ↑	2,09 ↑	
Industrie	0,66 ↑	0,52 →	
Services de communication	0,65 ↑	10,18 ↑	
Produits de base	-2,12 ↓	-1,56 ↓	
Energie	-7,70 ↓	-0,62 ↓	
Finance	-9,43 ↓	-9,77 ↓	
Immobilier	-15,75 ↓	-2,13 ↓	

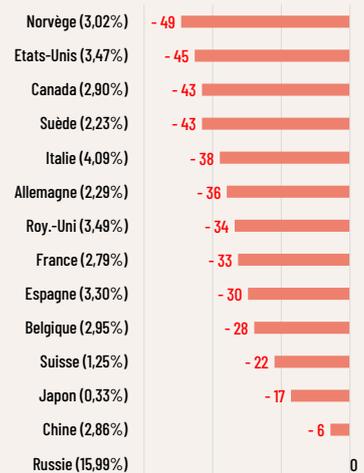
TENDANCE

Les marchés actions ont été secoués en mars par la faillite de la SVB et les craintes d'instabilité financière. Les marchés américains ont surperformé, soutenus par les décisions de la Fed - maintien de la lutte contre l'inflation et apports de liquidités afin de rassurer les investisseurs - tandis qu'UBS rachetait le Credit Suisse avec le soutien de l'Etat.

LES BANQUES CENTRALES RESTENT STOÏQUES

Pause détente

Variation mensuelle des rendements d'emprunts souverains à 10 ans (en pbs)



Sources : Bloomberg, Ecofi

TAUX 10 ANS

Pays	△ mois	Niveau
Etats-Unis	-45 ↓	3,47%
Allemagne	-36 ↓	2,29%
France	-33 ↓	2,79%
Italie	-38 ↓	4,10%
Espagne	-30 ↓	3,30%

CRÉDIT

Le stress sur le secteur financier provoqué par les déboires de SVB et de Credit Suisse est à l'origine d'un mouvement conséquent d'élargissement des marges de crédit. Ce mouvement de contagion nous semble exagéré. Grâce à la forte baisse des taux souverains, les obligations privées de qualité investissent enregistrent cependant des performances positives. Le segment haut rendement souffre en raison d'une crainte de durcissement des conditions financières.

CONVERTIBLES

Zone Euro	△ MOIS	△ YTD
0,29%		3,72%

Le marché des obligations convertibles a progressé de 0,29% sur le mois (Bloomberg Eurozone) et de 3,72% sur le trimestre. La performance de l'univers est mitigée au regard des autres classes d'actifs. Les profils «Credit», «Balanced» et «Equity» ont des performances négatives sur le mois. Le marché primaire a vu Wendel émettre une obligation échangeable échéance 2026 en Bureau Veritas (750 M€). Le marché secondaire se partage équitablement entre les hausses et les baisses. On notera la bonne performance des valeurs technologiques et la baisse du secteur immobilier.

DEVICES

Devise	△ mois	△ YTD
Euro/Dollar	2,49% ↑	1,25%
Euro/Yen	0,07% ↑	2,62%
Euro/Livre sterling	-0,09% ↓	-0,71%

TENDANCE

Alors que les propos de J. Powell devant le Sénat début mars faisaient remonter les anticipations de hausse des Fed funds sur des plus hauts, la faillite de la SVB puis le rachat de Credit Suisse jetaient un doute sur la solidité du secteur bancaire mondial, entraînant un «flight to quality» favorisant les emprunts d'Etat, notamment sur le bas de la courbe. Ainsi le taux à 2 ans US est passé de 5,05% à 3,63% en 10 jours, tandis que son homologue allemand baissait de 3,37% à 2,10%. Malgré cet environnement, la BCE a opéré la hausse des taux directeurs prévue (+50 pbs) et les derniers discours montrent qu'elle reste concentrée sur la lutte contre l'inflation. En fin de mois, les taux à 2 ans allemand et US se situaient à 2,68% et 4,02%, en baisse de 46 et 80 pbs.

PERSPECTIVES

ACTIONS

▶ Actions Europe

▶ Actions Etats-Unis

▶ Actions Japon

L'absence d'un "bank run" systémique et la relative détente des pressions salariales aux Etats-Unis, dans un contexte de plein emploi, en avance dans le cycle par rapport à l'Europe, pourrait davantage bénéficier aux marchés nord-américains. Par ailleurs, malgré des valorisations américaines relatives toujours défavorables, les révisions baissières y sont plus avancées qu'en Europe. Enfin, le rebond de la Chine pourrait soutenir l'industrie européenne et japonaise, les valeurs japonaises affichant un niveau de valorisation particulièrement attrayant pour les investisseurs.

OBLIGATIONS

▶ Obligations corporate

▶ Obligations d'Etat (Allemagne)

▶ Titres indexés sur l'inflation

A horizon 6 mois, la Banque centrale européenne devrait remonter encore ses taux directeurs de 50 points de base, et amorcer une longue phase de stabilité avant de baisser ses taux à partir de l'été 2024 seulement. Ainsi, le taux à 2 ans allemand se stabiliserait sur les niveaux actuels. L'écart entre le taux 2 ans et le taux 10 ans allemand se maintiendrait. Les pays périphériques suivraient la tendance.

DEVICES CONTRE EURO

▶ Dollar

▶ Livre sterling

▶ Yen

L'euro/dollar devrait rester dans une fourchette 1,05/1,10. Le dollar a en effet été soutenu par la remontée des anticipations de hausse des taux directeurs, mais celles-ci semblent maintenant bien intégrées. Par ailleurs, la BCE sera aussi très agressive car la problématique inflationniste devrait subsister, dans un contexte économique plus résilient que prévu. Le yen devrait progresser une fois atteint le taux objectif de la Réserve fédérale.

LE LABEL FINANSOL FÊTE SES 25 ANS

Premier label apparu dans le champ de la finance éthique et demeuré le seul dans celui de la finance solidaire, le label Finansol a célébré en mars ses 25 ans !

25 ans de labellisation, de confiance et de transparence pour les acteurs de la finance solidaire et à impact social et des millions d'épargnants qui font le choix du solidaire avec leur épargne. Outil de promotion par excellence, il est au cœur de la mission historique de l'association FAIR : promouvoir le principe de solidarité dans l'épargne et la finance.

Au fil des années, le Comité du label, chargé d'attribuer le label Finansol, a accompagné toutes les initiatives qui ont émergé dans le secteur, en faisant régulièrement évoluer son règlement. Avec toujours un double objectif : servir l'intérêt des épargnants et accompagner le développement de la finance solidaire. Le Comité du label a occupé une place de choix pour voir apparaître, apprécier et accompagner dans le temps les nombreuses innovations qui caractérisent la

finance solidaire depuis ses origines. La capacité d'innovation est l'un des signes d'un secteur dynamique et en pleine croissance.

En 1997, le fonds de partage Faim et Développement, créé par Ecofi avec le CCFD-Terre Solidaire, qui fête ses 40 ans cette année, faisait partie de la 1ère vague de labellisation (7 produits). Aujourd'hui l'association labellise près de 200 produits dont 20 sont gérés par Ecofi.

Dans un contexte de structuration du marché de la finance à impact social, le label Finansol a décidé d'intégrer de façon plus formalisée et plus exigeante les codes de l'investissement à impact, tout en conservant ses fondamentaux : la transparence de l'information et l'utilité sociale des entreprises financées.

Dès cette année, les critères de l'impact, à savoir l'intentionnalité, l'additionnalité et la mesure de l'impact, seront étudiés pour chaque labellisation. Les produits financiers labellisés devront désormais mieux détailler leur stratégie d'impact et apporter la preuve de ce dernier, notamment au bénéfice de populations et de territoires en fragilité.



LE LABEL ISR 3.0 EN COURS DE (RE)CONSTRUCTION...

Le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR), une des organisations les plus actives en matière de finance durable de la Place, a annoncé « se mettre en retrait » de son sous-comité du label de l'ISR, en pleine refonte. Lancé en 2016, et promu par le ministère de l'Economie et des Finances, le label ISR a pour objectif de permettre d'identifier les fonds les plus durables. Depuis plus d'un an, un chantier a été engagé pour établir un nouveau cahier des charges. L'objectif pour cette nouvelle version du label est d'être plus exigeant en termes de sélectivité et d'inclure des exclusions sectorielles. A suivre...



ANALYSE D'UNE VALEUR ISR EN PORTEFEUILLE

FRESENIUS

Équipements et services de soins de santé
ALLEMAGNE



LES POINTS FORTS ESG



Côte climat, la société a mis en place une stratégie ambitieuse qui prévoit de réduire de 50% les émissions de CO₂ d'ici 2030 par rapport à 2020. Fresenius estime ainsi pouvoir se déclarer comme neutre en carbone d'ici 2040. Fresenius a commencé à faire certifier un certain nombre de ses sites ISO 14001 et fait état de mesures étendues visant à réduire la consommation d'énergie et les émissions connexes, ainsi que sa production de déchets. Les émissions de CO₂ de l'entreprise liées à la consommation d'énergie ont notamment diminué continuellement au cours des trois dernières années.



Fresenius est spécialisée dans le développement de produits et services pour la santé, notamment liés aux dialyses, transfusions et médicaments. La société est aussi impliquée dans la gestion des hôpitaux et dans l'ingénierie et les services pour les centres médicaux et autres établissements de soins de santé. A travers ses produits et services, elle favorise la santé et le bien-être des patients dans le monde entier.



Plus de 60% des membres du conseil d'administration sont considérés comme indépendants et ce dernier est considéré comme suffisamment diversifié puisqu'il est composé de 33% de femmes et de six représentants des salariés. Les fonctions de président et de directeur général sont séparées et le président est considéré comme indépendant.

EN PORTEFEUILLE

Ecofi Agir pour le Climat,
Ecofi Optim 12 mois,
Ecofi Optim 26,
Ecofi Trajectoires Durables,
Scala Conviction Environnement

+ PRINCIPALES ENTRÉES*

Société	Évènement
BRISTOL-MYERS SQUIBB	Amélioration note controversée (4/5 à 3/5)
BRP, INC.	Amélioration de la note ESG (décile 6 à 4)
GENERAL MOTORS CO.	Amélioration note controversée (4/5 à 3/5)
LECTRA SA	Amélioration de la note ESG (décile 6 à 3)
SENSATA TECHNOLOGIES HOLDING PLC	Amélioration de la note ESG (décile 9 à 4)

*Entrées et sorties dans l'univers éligible (Processus ISR intensité 3)

- PRINCIPALE SORTIE*

Société	Évènement
ALLIED MINDS PLC	Dégradation de la note ESG (décile 5 à 6)
ANHEUSER-BUSCH INBEV SA/NV	Dégradation de la note ESG (décile 5 à 6)
HILL & SMITH HOLDINGS	Dégradation de la note ESG (décile 5 à 6)
WEBSTER FINANCIAL CORP.	Dégradation de la note ESG (décile 5 à 6)
WR GRACE & CO.	Dégradation de la note ESG (décile 5 à 6)



NOS DERNIERS ENGAGEMENTS

MIEUX RÉGULER LE TRAVAIL FORCÉ

Ecofi a signé une lettre, préparée par l'Investor Alliance for Human Rights, qui demande à la Commission européenne de renforcer la réglementation proposée sur le Devoir de Vigilance dans l'Union européenne (« EU Corporate Sustainability Due Diligence Directive»). L'initiative demande l'intégration dans la directive de plusieurs mesures, dont : la publication de la part des sociétés européennes soumises à la loi d'une cartographie de

la chaîne d'approvisionnement et de la liste complète de leurs fournisseurs et sous-fournisseurs ; l'accès aux travailleurs affectés par un recours en justice ; l'extension du périmètre d'application de la loi sur toute la chaîne des fournisseurs et pas seulement aux activités de l'Union européenne. L'initiative est soutenue par les PRI des Nations-Unies et par 87 investisseurs, représentant 2,4 trillions de dollars d'encours.

[Lire la déclaration >>>](#)

TRIBUNE SUR LE "SAY ON CLIMATE"

A la veille de la saison des assemblées générales (AG), et suite à l'appel du FIR, Ecofi a signé une tribune pour rappeler l'importance de présenter des plans climat ambitieux et de consulter les actionnaires sur des plans de transition précis. La tribune vise à promouvoir les résolutions « Say on Climate » comme un mécanisme de bonne gouvernance à généraliser. Cette initiative a regroupé 47 signataires représentant près de 3 000 Mds€ d'actifs.

[Lire la Tribune >>>](#)

ET SI DONNER DU SENS RIMAIT AVEC PERFORMANCE ?

Dans un monde en mouvement, investir en alliant transition écologique et sociale est une nécessité.

Les mouvements sociaux se multiplient à travers le monde. En Europe, ils se cristallisent autour de la question du pouvoir d'achat, conséquence d'une inflation élevée. Si la France n'est pas épargnée par ce dernier point, c'est la réforme des retraites qui concentre les mécontentements...

Plus globalement, la question sociale est à intégrer dans les urgences auxquelles l'humanité doit faire face. La transition énergétique, la transition numérique, le vieillissement de la population des économies avancées et la démographie des pays en développement constituent des bouleversements qui ont déjà des conséquences importantes sur les équilibres sociaux.

Si les pouvoirs publics ont fait de gros efforts en matière de préservation de l'emploi au plus fort de la pandémie, ou de soutien au pouvoir d'achat alors que les prix énergétiques explosaient au prix d'une dérive importante des comptes publics, les marchés financiers commencent à s'emparer du problème. Les social bonds, par exemple, sont des obligations pour lesquelles l'émetteur s'engage à financer des projets qui présentent des bénéfices purement sociaux tels que l'accès à des infrastructures abordables (eau potable, égouts, assainissement des eaux...), aux services essentiels (santé, éducation, soins...), à la création

d'emplois ou à la sécurité alimentaire.

Au-delà de ces investissements, les fonds solidaires, à travers leurs financements de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) pour 5 à 10% de leur actif, constituent aussi une réponse à la question sociale. Ainsi, les structures financées ont pour rôle par exemple d'aider les personnes exclues du marché de l'emploi, celles en situation de précarité, de faciliter la création de logements très sociaux ou d'accompagner la solidarité internationale.

En lien étroit avec le Crédit Coopératif, banque de l'ESS, Ecofi finance 82 entreprises solidaires pour un total de 75 millions d'euros. Parmi ces structures, on retrouve La Mission Locale de Paris dont le rôle est de résoudre les problèmes que pose l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté de 16 à 25 ans issus des quartiers prioritaires de la ville. On retrouve aussi Basliade qui se propose d'accueillir, d'accompagner et de permettre le retour durable à l'autonomie de personnes en situation de précarité, atteintes notamment par le VIH/SIDA, grâce à des lieux d'accueil.

Si le social représente la totalité de la partie non cotée du fonds Choix Solidaire, la thématique sociale est aussi partie intégrante de la poche cotée du fonds investie selon le processus ISR le plus rigoureux d'Ecofi qui exclut 60% de l'univers d'investissement.

Au-delà de l'aspect social, l'agilité d'un fonds multi-actif est une réponse pertinente à cet environnement en mutation. L'allocation entre les différentes classes d'actifs reste ainsi réactive et mobile afin de s'adapter en permanence aux conditions de marché.

PROFIL DU FONDS CHOIX SOLIDAIRE

ACTIONS



OBLIGATIONS



SOLIDAIRE



[En savoir plus sur le fonds >>>](#)

*L'indicateur synthétique de risque SRI (Synthetic Risk Indicator) va de 1 (risque faible) à 7 (risque plus élevé). La catégorie de risque indiquée n'est pas garantie et est susceptible d'évoluer dans le temps. Tous les risques ne sont pas toujours intégrés pris en compte par l'indicateur de risque. Les autres risques liés à l'investissement sont indiqués dans la section « Principaux risques » du Prospectus.

Les références à un label ou une récompense ne préjugent pas des résultats futurs du fonds ou du questionnaire. Ce fonds promeut des critères ESG mais il n'a pas pour objectif un investissement durable. Il pourra investir partiellement dans des actifs ayant un objectif durable.



INTERVIEW GÉRANT

**Miguel
RODRIGUES**
Gérant

QUELLES SONT LES PARTICULARITÉS DE LA SICAV ?

Choix Solidaire est une Sicav engagée qui combine investissement socialement responsable et financement solidaire.

La Sicav est investie à 55% au minimum en produits de taux (hors solidaire), et est dynamisée par des actions (maximum 35%).

La partie solidaire représente, quant à elle, jusqu'à 10% maximum du portefeuille.

QUEL EST SON PROCESSUS D'INVESTISSEMENT ?

La partie actions est gérée selon un processus statistique afin de rechercher une meilleure régularité de la performance, proche de l'indice de référence (EuroStoxx) de la zone Euro. Les produits de taux sont composés d'émetteurs entreprises ou d'obligations souveraines.

La Sicav est investie à 90% dans des valeurs d'entreprises européennes cotées et d'Etats sélectionnés, en amont de l'analyse financière, par une analyse de leurs pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

Cette gestion permet d'encourager les entreprises à progresser dans la prise en compte de ces enjeux et d'approfondir la connaissance des investissements pour une meilleure maîtrise des risques. Côté solidaire, la Sicav finance des entreprises non cotées à forte utilité sociale et/ou environnementale qui agissent au quotidien.

POURQUOI INVESTIR ?

Choix Solidaire est un placement qui permet d'investir utile sans oublier la performance ! Elle privilégie une répartition des risques tant par la diversification des actifs (actions, obligations, monétaire) que par la diversité des investissements solidaires.

RISQUES

- Risques de gestion discrétionnaire, de perte en capital, de taux, crédit, actions, de liquidité, de change, de durabilité, liés aux investissements solidaires.

- Echelle de risque* : 3

PERFORMANCES DE NOS OPC

Les chiffres cités ont trait aux années écoulées et les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

OPC	CODE ISIN	1 MOIS	2023	1 AN	3 ANS	5 ANS	VL
MONÉTAIRE							
ECOFI TRESORERIE - C	FR0000293698	0,23	0,62	0,87	0,20	-0,42	10 788,36
EPARGNE ETHIQUE MONETAIRE - I	FR0011048537	0,21	0,60	0,81	0,26	-0,43	1 007,93
OBLIGATAIRE COURT TERME							
CONFIANCE SOLIDAIRE - C	FR0010515601	0,37	0,83	-2,72	-1,61	-4,48	163,54
ECOFI OPTIM 12 MOIS - C	FR0010793778	0,31	0,69	0,34	0,20	-0,92	10 599,20
ECOFI ANNUEL - C	FR0007462833	-0,11	1,56	-2,49	1,78	-1,56	198,51
OBLIGATAIRE							
ECOFI HIGH YIELD - C	FR0010986919	0,33	3,61	-5,70	5,78	-1,52	14 557,92
ECOFI OPTIM 26 - I	FR0011316728	0,33	1,58	-6,69	-9,10	-10,35	10 271,56
ECOFI TAUX VARIABLE - I	FR0011045137	-0,04	0,70	-1,46	0,66	-3,20	10 165,06
EPARGNE ETHIQUE OBLIGATIONS - C	FR0011045145	0,34	1,36	-6,22	-4,46	-6,69	177,53
MULTI-ACTIFS							
CHOIX SOLIDAIRE - C	FR0010177899	-0,21	2,78	-2,59	8,08	2,02	74,37
ECOFI AGIR POUR LE CLIMAT - C	FR0010642280	-3,08	-0,30	-11,31	28,15	29,65	98,55
ECOFI ENTREPRISES - C	FR0007011432	-0,59	1,33	-5,12	4,13	-6,80	3 815,25
ECOFI PATRIMOINE - I	FR0011504224	-0,22	1,26	-6,75	8,95	0,45	176 690,48
EPARGNE ETHIQUE FLEXIBLE I	FR0000097560	-0,34	4,05	-3,40	18,53	5,01	127,66
OBLIGATIONS CONVERTIBLES							
ECOFI CONVERTIBLES EURO - C	FR0010191908	-0,06	2,51	-4,84	3,61	-8,68	170,06
ACTIONS							
ECOFI CONVICTIONS MONDE - C	FR0000973562	-4,07	2,56	-6,59	30,38	11,69	656,93
ECOFI ENDURANCE EURO - C	FR0010199091	-1,15	8,10	-4,63	29,73	2,22	161,13
ECOFI OPTIM VARIANCE - C	FR0011161207	-1,08	7,62	-3,65	22,06	17,95	19 905,52
ECOFI AVENIR PLUS - C	FR0007082359	-3,61	4,60	-8,75	40,60	5,66	270,42
ECOFI ENJEUX FUTURS - I	FR0010596759	-1,14	4,06	-2,66	50,18	49,64	24 913,04
ECOFI IA RESPONSABLE - I	FR0013417557	-0,70	7,66	0,49	54,04	-	11 404,01
ECOFI TRAJECTOIRES DURABLES - C	FR0010214213	-3,09	2,86	-9,07	48,87	48,54	177,77
EPARGNE ETHIQUE ACTIONS - C	FR0000004970	0,46	12,48	9,66	58,83	35,65	104,50
GARANTIS / PROTEGES							
ECOFI 2023 CAPITAL PROTEGE 90	FR0000441180	-0,63	1,23	-5,02	-3,45	-5,06	237,29

Source : Ecofi, au 30 mars 2023



Nous contacter

Ecofi - 12 boulevard de Pesaro - CS 10002 - 92024 Nanterre Cedex
Tél. : 01 44 88 39 00 - E-mail : contact@ecofi.fr - Site : www.ecofi.fr

Le présent document ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée. Conformément à la réglementation, toute souscription devra être précédée d'une évaluation de l'expérience, de la situation et des objectifs du Client. Il est recommandé, avant tout investissement, de lire le Document d'Information Clé (ou DIC) de l'OPC. Les documents d'informations périodiques des OPC sont tenus en permanence à votre disposition chez Ecofi Investissements ou sur notre site internet.

Ecofi Investissements est susceptible de détenir des liens d'intérêt (notamment gestionnaire ou distributeur) ou de détenir des positions sur les OPC ou les valeurs mentionnées. Une quote-part des frais de fonctionnement et de gestion peut-être éventuellement attribuée à un tiers distributeur afin de rémunérer l'acte de commercialisation dudit OPC.

Ecofi Investissements est agréée par l'AMF (<http://www.amf-france.org/>) sous le n°GP97004 en date du 07/02/1997.